

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76032 ROUEN

ROUEN, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



DS SMITH

Rue Desire Granet
B.P. 551
76808 Saint-Étienne-du-Rouvray

Références : UDRD-2023-07-393-ET MM/ChH
Code AIOT : 0005801044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement DS SMITH implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

DS SMITH dispose d'un permis d'émettre des gaz à effet de serre par arrêté préfectoral pour ses activités de production de pâte à papier et de papier.

Les exploitants des installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre (SEQUE) bénéficient d'allocation de quotas gratuits pour la première sous-période de la quatrième phase de ce système (2021-2025) sur la base de leurs niveaux d'activités historiques (2014-2018). Ces allocations sont toutefois dynamiques et revues chaque année suivant les niveaux d'activité réellement effectués l'année précédente.

Le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) sert de base à l'évaluation de ces niveaux d'activité par sous-installation, en précisant notamment les instruments ou les méthodes de mesure utilisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DS SMITH produit de la pâte à papier et du papier à partir de déchets entrant de balles de papier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle de la conformité du plan méthodologique de surveillance (PMS) à la réglementation en vigueur.
- Suivi métrologique des équipements réglementés en métrologie légale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Définition des sous-installations	Règlement européen du 19/12/2018, article 10	/	Demande n°1
2	Méthode de détermination des niveaux de production annuelle	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	/	Demande n°2
3	Méthode de détermination des niveaux de production annuelle	Règlement européen du 19/12/2018, article 8	/	Demande n°3
4	Déclaration des niveaux d'activité	Règlement européen du 31/10/2019, article 3	/	Sans objet
5	Déclaration des niveaux d'activité	Règlement européen du 31/10/2019, article 3	/	Sans objet
6	Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	/	Demande n°4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé quelques irrégularités au niveau du plan méthodologique de surveillance (PMS) de l'exploitant. Les demandes d'améliorations doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PMS afin que celui-ci soit conforme aux différents règlements européens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Définition des sous-installations

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Choix sous-installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aux fins de la communication des données et de la surveillance, l'exploitant divise chaque installation remplissant les conditions d'allocation de quotas d'émission à titre gratuit en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE en sous-installations. À cet effet, les intrants, les extrants et les émissions de l'installation sont attribués à une ou plusieurs sous-installations à l'aide d'une méthode permettant de quantifier les fractions précises des intrants, des extrants ou des émissions concernés à attribuer à chaque sous-installation.
Constats : Le site de DS Smith est concerné par la réglementation sur les quotas de gaz à effet de serre pour ses activités de production de papier pour ondulé et de pâte à papier. Il est découpé en deux sous-installations avec référentiel produit. Sur le schéma des sous-installations fourni dans le PMS, il est constaté la présence de chaudières du restaurant d'entreprise et de la station d'épuration dans la sous-installation de production de papier. Or, ces chaudières ne font pas partie du procédé de fabrication de papier, elles ne doivent donc pas être incluses dans cette sous-installation. Une troisième sous-installation chaleur doit être définie pour englober les chaudières en question. Demande n°1 : Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PMS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Méthode de détermination des niveaux de production annuelle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Description de la méthode appliquée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI.
Constats : La description de la méthode appliquée pour la détermination du pesage de la pâte à papier n'est pas suffisamment précise. L'exploitant a proposé que la seule donnée utilisable soit celle obtenue à partir du pesage du papier. Demande n°2 : Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PMS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Méthode de détermination des niveaux de production annuelle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Description de la méthode appliquée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI.
Constats : La description des sources de données pour la détermination des quantités produites pour le référentiel papier pour ondulé n'est pas pertinente. La détermination de ces quantités se fait à l'aide d'une bascule certifiée métrologie légale et d'un humidimètre. Seul un niveau est indiqué dans le PMS alors que 2 instruments sont effectivement utilisés. L'exploitant doit donc compléter les niveaux utilisés en conséquence. Demande n°3 : Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PMS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Complétude et qualité des informations fournies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration du niveau d'activité doit contenir des informations sur le niveau d'activité de chaque sous-installation et sur chacun des paramètres énumérés à la section 1.
Constats : La comparaison des déclarations des niveaux d'activités ALC 2022 et ALC 2023 a montré des incohérences. Pour le même paramètre (niveau des productions de pâtes à papier), on retrouvait des valeurs différentes pour les années 2019 et 2020. L'exploitant n'avait pas tenu compte dans sa déclaration de 2022 de la correction au niveau de l'humidité de la pâte à papier. La procédure de correction de l'ALC 2022 se fera suivant la procédure classique (auprès de la Commission européenne), avec une régularisation au niveau des quotas de CO2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration des niveaux d'activité

Référence réglementaire : Règlement européen du 31/10/2019, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Complétude et qualité des informations fournies
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration du niveau d'activité doit contenir des informations sur le niveau d'activité de chaque sous-installation et sur chacun des paramètres énumérés à la section 1.
Constats : Dans sa déclaration des niveaux d'activités ALC 2023, l'exploitant n'a pas indiqué l'apport énergétique provenant du combustible (fioul domestique) dans le bilan sur les apports de chaleur (onglet E). Vu l'absence d'impact sur la quantité de quotas allouée (compte tenu du référentiel produit), il n'est pas demandé à modifier l'ALC 2023 mais la remarque devra être prise en compte pour l'ALC 2024 (en prenant en compte la sous-installation chaleur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des équipements de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement. [...] Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence. 27.2.2019 L 59/18 Journal officiel de l'Union européenne FR. Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement. Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.
Constats : Un contrôle des instruments de mesure entrant dans le champ du plan méthodologique de surveillance (PMS), a été réalisé en collaboration avec le service métrologie légale de la DREETS (voir observations ci-dessous). Pour ce qui concerne les compteurs de vapeur, le PMS indique un recours à des instruments certifiés en métrologie légale, ce qui n'est pas le cas. Il convient de le corriger dans le PMS. Les équipements de mesure (balance, étuve et jauge en ligne) utilisés pour justifier la dérogation nationale du COPACEL sont contrôlés régulièrement. Demande n° 4: Les améliorations proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PMS.
Observations : Les constats de la DREETS sont les suivants :

1. Instruments de pesage

Le site est équipé de deux ponts bascule (marque OMNIPESAGE, classe III, numéros de série 115332 A et B, millésime 2013 et 2018) permettant de déterminer les quantités de matières entrantes ou sortantes. Ces instruments ne sont utilisés qu'en back-up ou à titre de comparaison pour la détermination des niveaux d'activité requis pour l'allocation des quotas de gaz à effet de serre.

Ils font l'objet de contrôle en service tous les ans et d'une révision périodique bi-annuelle conformément à la réglementation au vu des indications des carnets métrologiques et la présence de la vignette verte de vérification périodique indiquant des dates de validité à septembre 2023 et février 2024. Ces instruments ont fait l'objet de réparation par la société OMNIPESAGE, les marquages et les carnets métrologiques sont cohérents sur cet aspect. Les indicateurs sont correctement scellés avec la marque A14 associée à l'organisme OMNIPESAGE. Il a été constaté l'absence de répétiteur au niveau des ponts bascule mais des écrans sont disponibles au niveau du poste de garde permettant aux chauffeurs de pouvoir suivre le résultat de la pesée.

La quantité de papier produite est déterminée par la pesée des bobines en sortie de production via une bascule (marque OMNIPESAGE, classe III, numéro de série B432897919-HR PDX, millésime 2015) soumis à un suivi métrologique légal. L'instrument est à jour de vérification périodique annuelle au regard du carnet métrologique et de la vignette verte apposée sur l'indicateur de validité août 2023. Il a été constaté de réguliers décalages d'un mois de l'échéance de validité justifiés par l'exploitant par la difficulté de coupler la programmation de la vérification et l'arrêt de la machine.

Il est noté que l'instrument est considéré comme un instrument de pesage à fonctionnement non automatique (IPFNA) alors qu'aucune intervention humaine n'est nécessaire pour la pesée. Les bobines sont acheminées par tapis roulant et pesées automatiquement. Le service métrologie légale questionnera l'organisme OMNIPESAGE pour qu'il justifie ce choix.

2. Compteurs de vapeur

Deux compteurs de vapeur de marque ENDRESS & HAUSER et ROSEMOUNT (à vérifier), non soumis à suivi métrologique légal, sont bien présents juste en amont de la production de papier. Ils font l'objet d'un suivi semestriel par la société TECHMADOME. Les deux derniers rapports de contrôle concluent à la conformité des instruments.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet